

## Compte-Rendu

---

# Conférence sur la résilience aux crises alimentaires et nutritionnelles au Tchad

### Introduction

Ce compte-rendu est un résumé des discussions et des conclusions de la conférence sur la résilience aux crises alimentaires et nutritionnelles, qui a eu lieu à N'Djamena, au Tchad, du 11 au 12 Décembre 2013. La conférence a fait suite à une table ronde sur la résilience aux crises alimentaires et nutritionnelles qui s'est tenue à Dublin en Irlande, en Mars 2013.

Plus de 60 participants ont assisté à la conférence y compris des représentants du gouvernement du Tchad et du Niger, des organisations non-gouvernementales locales et internationales (ONGs), des différentes organisations des Nations Unies (ONU), de bailleurs de fonds, dont la Commission européenne (CE) et le Département pour le développement international (DFID) du Royaume-Uni, ainsi que des chercheurs universitaires internationaux.

Les objectifs de la conférence étaient les suivants:

- (1) **parvenir à une compréhension commune de la résilience;**
- (2) **fournir un forum aux parties prenantes pour encourager l'échange d'enseignements, d'idées, d'expériences autour de la résilience et concernant les problèmes et contraintes rencontrés à ce sujet; et**
- (3) **susciter plus d'intérêt de la part des bailleurs de fonds envers les investissements dans le domaine de la résilience communautaire afin de lutter contre la pauvreté et la vulnérabilité au Tchad.**

### Une compréhension commune de la résilience

Bien que le concept de résilience ne soit pas nouveau, les débats sur la résilience doivent clarifier de quoi l'on parle lorsque l'on emploie ce terme. Les réponses à deux questions simples permettent d'apporter des éléments importants de compréhension. D'une part, de **la résilience de qui** parle-t-on ? La résilience cible avant tout les groupes et individus les plus vulnérables, c'est à dire les plus pauvres des pauvres, les femmes et les enfants ainsi que les femmes enceintes et allaitantes, les personnes âgées et les personnes handicapées. D'autre part, **de la résilience à quoi** s'agit-il ? Les risques les plus préoccupants ont trait aux chocs climatiques et économiques ainsi qu'aux conflits et aux épidémies – cependant de nouveaux risques pourraient surgir à l'avenir.

S'appuyant sur les définitions qui ont été partagées au cours des discussions, la résilience peut être définie comme "la capacité d'un pays, d'une communauté ou d'un ménage à anticiper, répondre, faire face et à se remettre des effets de chocs ou de changements d'une manière rapide et efficace, tout en maintenant ou améliorant sa qualité de vie, ses structures, fonctions et identités et sans compromettre le maintien ou l'amélioration de leurs qualité de vie actuelle, structures, fonctions, identités - et sans compromettre leurs perspectives à long terme".

## Echange d'enseignements et d'expériences

Au gré des discours, présentations et discussions sur la résilience au niveau mondial tout comme dans le contexte du Tchad, différents points d'accord ont émergé :

Investir dans la résilience aux crises alimentaires et nutritionnelles se justifie pleinement sur le plan économique, social et humanitaire, en particulier en ce qui concerne les communautés vulnérables vivant dans un contexte de crises chroniques. La meilleure façon d'équilibrer approches d'intervention d'urgence et de développement qui sont parfois contradictoires, et d'atteindre les objectifs de développement à long terme est de consolider la résilience. Les politiques de développement et humanitaires doivent aller au-delà de leurs compartimentalisation et investir dans la prévention ou l'atténuation des risques - ce qui requiert la collaboration entre les acteurs de développement et d'urgence.

La programmation pour la résilience est axée sur l'obtention de résultats plutôt que sur un ensemble d'activités prédéfinies. Elle cible des groupes ou des populations spécifiques: les plus pauvres et les plus vulnérables, notamment les femmes, et soutien donc l'égalité des genres. Afin d'avoir un impact, les politiques et programmes visant à consolider la résilience doivent être multisectoriels et par ce biais, refléter la nature multidimensionnelle de la pauvreté (incluant des thèmes aussi variés que : la sécurité alimentaire, les moyens de subsistance, la santé, la nutrition, l'eau, hygiène et assainissement, l'éducation et la protection sociale) et doivent impliquer toutes les parties prenantes (gouvernement, communautés cibles, société civile, secteur privé, ONGs, ONU et bailleurs de fonds).

Les politiques et programmes de résilience requièrent une analyse des causes sous-jacentes de la pauvreté afin de s'attaquer à celles-ci plutôt qu'à leurs symptômes. L'analyse du contexte et la conception participative des programmes sont cruciales afin de garantir des solutions adaptées au contexte local ainsi que pour valoriser les stratégies locales de résilience. En outre, il est essentiel de mesurer et d'identifier ce qui fonctionne, et de suivre leur reproduction à grande échelle, afin de consolider la résilience de manière durable.

La programmation de la résilience, y compris la réduction des risques de catastrophes, doit être faite en coordination avec les structures et institutions existantes, ce qui induit le renforcement de leurs capacités, également en termes d'intervention rapide si nécessaire. La coordination est essentielle pour éviter les doubles emplois, la création de structures parallèles et afin d'assurer l'appropriation des activités par l'Etat et les communautés.

Le gouvernement du Niger a pu partager son expérience avec l'initiative "Les Nigériens Nourrissent les Nigériens" (3N). L'initiative 3N est fondée sur une approche intersectorielle et multi-acteurs, basée sur le dialogue politique et programmatique à l'échelle communale, départementale, régionale et nationale. De ce fait, les dynamiques institutionnelles soutenant la résilience aux crises alimentaires et nutritionnelles se trouvent renforcées à tous les niveaux. L'Alliance Globale Initiative pour la Résilience (AGIR) fut incorporée dans l'initiative 3N afin de renforcer les liens entre les programmes et les politiques d'intervention d'urgence, de redressement et de développement. Les aspects innovants de l'initiative comprennent un système d'alerte précoce communautaire et participative ainsi qu'un effort pour offrir des services intégrés au niveau local (recouvrant l'agriculture, le pastoralisme, la nutrition et les activités environnementales ayant trait à la résilience).



Le paysage semi-aride du village de Fagatar, dans l'Est de la région Dar Sila, Tchad.



Animatrice communautaire, Aicha Ousmane, lors d'une formation avec les membres de la communauté, sur les aliments enrichis en Vitamine A et sur la nutrition pour les mères et les enfants à Fagatar dans l'Est de la région Dar Sila, Tchad.

Cornell Foley, Dec 2013/Chad

## Résultats de la conférence

Le Tchad est au tout début de son processus de consolidation de la résilience aux crises alimentaires et nutritionnelles, et de renforcement des politiques publiques et des programmes intégrés. Voici les quatre principaux résultats de la conférence:

- Les discussions ont permis de parvenir à une compréhension commune de ce que signifie la résilience communautaire aux crises alimentaires et nutritionnelles dans le cadre du Tchad, au niveau du gouvernement, des donateurs, de la société civile et des milieux universitaires.
- Les enseignements tirés d'expériences menées dans les régions du Sahel et de la Corne de l'Afrique ont été partagés, tout comme ont été identifiés les défis et opportunités pour construire la résilience aux crises alimentaires et nutritionnelles.
- L'idée d'élaborer une stratégie nationale de sécurité alimentaire et de nutrition, non seulement pour améliorer la résilience du pays face aux crises alimentaires et nutritionnelles mais aussi en vue d'engager le pays dans des processus et politiques internationales tels qu'AGIR et SUN, a été identifiée. Les participants ont convenu qu'une stratégie nationale offrirait une base pour permettre aux participants de programmes de résilience d'élaborer leurs activités au sein d'un cadre logique.
- Les participants de la conférence se sont mis d'accord sur l'importance de créer des systèmes de partage d'information formels et informels afin d'enclencher une dynamique de changement autour de l'intérêt pour les questions de résilience.

## Recommandations de la conférence

### Gouvernement

- **Formaliser les processus de prise de décision, de consultation et de mise en œuvre d'une approche nationale de résilience.**
- **Utiliser la plateforme de CASAGC<sup>1</sup> pour mener à bien les initiatives de résilience, tout en renforçant ses capacités institutionnelles et en y incluant toutes les parties prenantes.**
- **Augmenter l'allocation des ressources nationales pour les projets de consolidation de la résilience.**
- **Poursuivre le processus de mise en œuvre d'un système national d'alerte précoce.**

### Société civile

- **Renforcer et définir les structures de la société civile afin de promouvoir les synergies et de favoriser une plus grande participation aux activités de résilience à l'échelle nationale.**
- **Accroître la participation des femmes afin de faire en sorte que l'égalité en genre soit bien traitée.**
- **Mobiliser et sensibiliser les communautés pour accroître leur compréhension de la résilience et des initiatives nationales en la matière.**
- **Coordonner les activités de plaidoyer et d'influence avec les autres acteurs (ONGs, institutions, etc.).**

### Les partenaires techniques (ONGs et agences des Nations Unies)

- **Améliorer la coordination entre les parties prenantes afin d'avoir un plus grand impact.**
- **Assurer une plus grande cohérence en termes d'approches et une meilleure compréhension de la résilience.**
- **Sensibiliser les communautés aux initiatives de résilience.**
- **Soutenir et renforcer la capacité des ONGs locales et des groupes de la société civile.**
- **Inclure le secteur privé dans les initiatives de résilience.**
- **Documenter et partager les analyses de contexte, les évaluations des besoins, les expériences et les meilleures pratiques relatives à la résilience.**

### Les bailleurs de fonds

- **Engager un dialogue avec le gouvernement et le soutenir dans la mise en œuvre d'AGIR, de SUN et d'initiatives similaires.**
- **Améliorer les activités et processus de coordination pour favoriser le financement d'initiatives pertinentes autour de la résilience au Tchad.**
- **Mobiliser davantage de ressources, en particulier sur le long-terme, afin de financer des initiatives de résilience.**

<sup>1</sup> Le 4 Mars 2014, le Premier Ministre a signé le décret No. 527/PR/PM/2014 définissant un nouveau "Dispositif National de Prévention et de Gestion des Crises Alimentaires et Nutritionnelles" qui inclut toutes les parties prenantes concernées.